

Le député ferait mieux de relire les propos de M. Laxer. A vrai dire, je ne suis pas d'accord avec lui non plus, mais il se rapproche sans doute un peu plus de la décennie 70 que ce Nouveau parti démocratique que l'on retrouve à l'extrémité de la Chambre.

Le député déplore que nous ayons prévu des fonds et des dégrèvements fiscaux à l'intention des grandes entreprises. Mais qui peut bien travailler pour ces grandes entreprises? Eh bien, c'est le citoyen ordinaire qui gagne sa vie de la sorte, consolide sa pension de retraite et occupe un emploi stable qui le sera davantage grâce aux concessions que nous accordons à son employeur. Je me réjouis des initiatives qui ont été prises par le ministre des Finances (M. Lalonde), au lieu de prétendre, comme le fait le député, qu'on n'a plutôt pas fait grand-chose.

Le député prétend être équitable. Si je devais noter son discours, je dirais que sur ce plan il est médiocre, et non pas bon ou excellent. Son discours est certainement loin d'être de qualité et de constituer une excellente critique de l'exposé budgétaire. Je croyais qu'ils nous auraient tenu des propos un peu plus optimistes, qu'il nous aurait proposé des solutions intéressantes que nous aurions pu adopter éventuellement. Nous n'avons jamais hésité jusqu'ici à donner suite aux bonnes idées. Les conservateurs sont si inquiets, qu'ils craignent de nous proposer quelque mesure politique que ce soit. Ils craignent en fait que nous nous emparions de leurs bonnes idées, s'ils en trouvent, et c'est ainsi qu'ils ne nous font aucune proposition.

L'économie canadienne commence à se rétablir, monsieur le Président. Nous sortons à peine d'une grave récession. Fort heureusement, ni les conservateurs ni les libéraux n'ont prêté attention à ces hordes socialistes qui dénonçaient les taux d'intérêt. Si nous les avions écoutés, le député de Lethbridge-Foothills (M. Thacker) aurait alors raison de maintenir ce qu'il nous a dit à propos du dollar canadien. Dieu seul sait jusqu'à quel niveau aurait chuté notre devise. D'après le député, elle aurait pu tomber au niveau des 65 ou 60 cents. Si nous avions cédé et permis l'exode de nos capitaux en raison des taux d'intérêt plus élevés aux États-Unis, d'après moi, les coûts à la production auraient grimpé et nos entreprises auraient été moins nombreuses à pouvoir soutenir la concurrence. Pareille situation aurait entraîné un nombre considérable de mises à pied. Nous aurions alors dû payer nos importations avec un dollar ne valant pas plus de 40, 50 ou 60 cents. Nous n'avons certainement pas cédé devant les instances des néo-démocrates et je suis fort aise que les conservateurs n'y aient pas acquiescé non plus.

● (1230)

A l'heure actuelle, le taux de l'inflation se situe aux environs de 5 p. 100. Qui, nous avait-on dit, était la plus grande victime de l'inflation lorsque celle-ci était de 16 p. 100? Le citoyen ordinaire! Par conséquent, l'initiative la plus heureuse que nous ayons prise pour alléger le fardeau du Canadien ordinaire a été justement de ramener l'inflation à son niveau d'aujourd'hui. Ce sont eux qui ont le plus à souffrir d'une inflation galopante. Nous avons beaucoup fait pour améliorer le sort des Canadiens ordinaires.

L'augmentation du chômage parce que la population active a augmenté plus vite que les emplois à pourvoir est un grand sujet de préoccupation pour chacun de nous à la Chambre.

### *Le budget—M. Cullen*

Heureusement, le taux de chômage commence à baisser légèrement et nous pouvons compter aujourd'hui sur 400,000 emplois de plus que l'an dernier. En 1984, il y aura encore plus d'emplois de créés. Ce fait doit certainement encourager les chômeurs.

Il y a presque lieu de se réjouir de voir que la main-d'œuvre augmente. Les gens reviennent sur le marché du travail parce qu'ils reprennent confiance dans l'économie. Étant donné la hausse du taux de participation, il est très difficile de réduire du jour au lendemain le taux de chômage. Le ministre des Finances avait tout à fait raison de dire que pas un gouvernement, quelles que soient ses couleurs politiques et fût-il armé des meilleures intentions, ne pourrait abaisser le taux de chômage en un tournemain et tenter de pousser les feux de l'économie à coups de dollars, comme le préconisent les néo-démocrates. Au contraire, nous faisons ce qu'il faut au bon moment.

Le budget se prête bien à la conjoncture. La relance n'a pas encore atteint sa vitesse de croisière et notre PNB ne connaîtra pas encore de bond en avant. Nous sommes sur la voie de la reprise économique au Canada. Passé cette étape, nous aurons plus d'argent à attribuer aux programmes sociaux et à donner aux personnes âgées et à ceux qui dépendent du supplément de revenu garanti.

Nous nous sommes fixé comme priorité d'aider ceux qui sont dans le besoin. Ainsi, nous relèverons de \$50 par mois le supplément de revenu garanti. Il faut s'en réjouir.

Les socialistes nous accusent de ne rien faire pour les chômeurs. Du revers de la main, ils mettent de côté l'aide de 8 milliards de dollars consentie l'an dernier aux Canadiens en chômage. Ils parlent des citoyens qui ont épuisé leurs prestations d'assurance-chômage. N'oublions pas que bon nombre de ces personnes ont joui de leurs prestations quand elles en avaient besoin et qu'elles ont maintenant retrouvé du travail. Malheureusement, toutes n'en ont pas trouvé et nous devons établir des programmes de formation et concevoir divers projets en vue d'aider ces Canadiens à réintégrer le marché du travail. Les nombreuses mesures que nous prenons contribuent à rétablir le climat de confiance parmi les chômeurs. Actuellement, il existe 400,000 emplois de plus que l'an dernier et nous nous acheminons vers une nouvelle hausse cette année.

La procédure qui entoure le dépôt du budget est fascinante à observer. Les partis d'opposition sont résolus automatiquement à s'opposer globalement ou en partie au budget. Les ministériels, quant à eux, font confiance au ministre des Finances, convaincus qu'ils pourront non seulement soutenir le budget qu'il va présenter mais s'en faire les promoteurs. Le ministre n'a pas trompé leur confiance tant pour le budget d'avril que pour celui-ci. Le ministre des Finances s'est acquitté de ses obligations financières. Son exposé budgétaire convient à notre économie en voie de redressement. Fait intéressant, certains critiques ont jugé ce budget tellement bon qu'ils l'ont qualifié de pré-électoral. C'est un compliment!

Il ne s'agit pas d'un budget statique. Ses initiatives immédiates et à court terme tiennent compte de l'état actuel de notre économie qui sort tout juste d'une pénible récession.

Le budget, c'est l'action, et c'est maintenant la réaction qui se manifeste. Dans certains cas, ce sont des coups bas portés par les partis de l'opposition et par certains critiques des médias. C'était intéressant de voir que notre vieille adversaire,